



Conseil économique et social

Distr. générale
25 février 2000
Français
Original: anglais

Comité du programme et de la coordination

Quarantième session

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Ordre du jour provisoire

1. Élection du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Questions relatives au programme :
 - a) Exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1998-1999;
 - b) Projet de plan à moyen terme pour la période 2002-2005;
 - c) Esquisse du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003;
 - d) Évaluation.
4. Questions de coordination :
 - a) Rapport du Comité administratif de coordination;
 - b) Initiative spéciale des Nations Unies pour l'application du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90;
 - c) Projet de plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 2002-2005.
5. Rapports du Corps commun d'inspection.
6. Rationalisation des méthodes de travail et des procédures du Comité du programme et de la coordination dans le cadre de son mandat.
7. Ordre du jour provisoire de la quarante et unième session du Comité.
8. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa quarantième session.

Annotations

1. Élection du Bureau

À sa trente-neuvième session, le Comité a élu un président, trois vice-présidents et un rapporteur. On se souviendra qu'à sa vingt-quatrième session, le Comité avait décidé d'instituer un roulement annuel entre les groupes régionaux pour le poste de président et ceux des autres membres du Bureau. À sa vingt-cinquième session, le Comité a confirmé cette décision et adopté le système de roulement ci-après pour le poste de président : a) Groupe des États d'Afrique; b) Groupe des États d'Europe orientale; c) Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; d) Groupe des États d'Europe occidentale et autres États; et e) Groupe des États d'Asie.

À sa quarantième session, le Comité voudra sans doute élire son président en choisissant parmi les membres du Groupe des États d'Europe orientale, conformément au système de roulement prévu pour cette fonction, et choisir le rapporteur parmi les membres du groupe régional auquel appartenait le Président de l'année précédente, à savoir le Groupe des États d'Afrique.

2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Conformément à l'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution 1979/41 du Conseil économique et social et au paragraphe 2 de la résolution 34/50 de l'Assemblée générale, le Comité a soumis pour examen au Conseil et à l'Assemblée l'ordre du jour provisoire de sa quarantième session, ainsi que la liste des documents demandés. L'Assemblée a approuvé l'ordre du jour provisoire de la quarantième session du Comité dans sa résolution 54/236. L'ordre du jour et la liste des documents qui figurent dans le présent document tiennent également compte des décisions prises par le Conseil et par l'Assemblée depuis la dernière session du Comité.

Conformément au paragraphe 6 de l'annexe de la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social, les rapports du Corps commun d'inspection concernant les programmes des organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, y compris les rapports portant sur le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, seront examinés par le Comité, qui fera rapport à leur sujet au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. À cet effet, le Comité choisira, au titre du point 2 de l'ordre du jour, le(s) rapport(s) du Corps commun d'inspection qu'il examinera à sa quarantième session au titre du point 5 de l'ordre du jour.

L'attention du Comité est appelée sur la section III de la résolution 53/207 de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée a approuvé les conclusions et recommandations du Comité sur les révisions proposées aux Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (A/53/16, deuxième partie, par. 52).

Dans la même résolution, l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de faire le nécessaire pour établir une version révisée des règles pertinentes et de la porter à son attention par l'intermédiaire du Comité, avant de la promulguer.

Dans sa résolution 54/236, l'Assemblée générale a demandé instamment au Secrétaire général de publier au plus tôt la version révisée des règles pertinentes correspondant à la version révisée du règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, qu'elle avait adoptée à sa cinquante-troisième session, en prenant intégralement en compte les recommandations formulées par le Comité au paragraphe 47 de son rapport (A/54/16).

Documentation

Note du Secrétariat sur l'état de la documentation pour la session (E/AC.51/2000/L.1)

Note du Secrétariat sur le projet de programme de travail pour la session (E/AC.51/2000/L.2)

Note du Secrétariat transmettant la liste des rapports du Corps commun d'inspection (E/AC.51/2000/L.3)

Note du Secrétariat contenant un exposé indicatif des coûts actuels de la documentation et des séances (E/AC.51/2000/L.4).

3. Questions relatives au programme

a) Exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1998-1999

L'article 6.1 des Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation dispose que :

« Le Secrétaire général contrôle les résultats obtenus grâce à l'exécution des produits prévus dans le budget-programme approuvé par l'intermédiaire d'un groupe central établi au Secrétariat. Après la fin de l'exercice biennal, le Secrétaire général rend compte à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination, de l'exécution du programme pendant ledit exercice. »

L'Assemblée générale, à la section V de sa résolution 53/207, a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1996-1997 (A/53/122 et Add.1) et demandé instamment au Secrétaire général qu'à l'avenir, le rapport soit communiqué à tous les États Membres au plus tard à la fin du premier trimestre qui suit la fin de l'exercice biennal, conformément à l'article 6.3 des Règlement et règles.

Dans la même résolution, l'Assemblée générale a également souligné que dans les prochains rapports, il faudrait mettre davantage l'accent sur l'analyse qualitative afin de rendre compte du succès avec lequel les activités programmées avaient été menées. Elle a en outre prié le Secrétaire général, compte tenu du paragraphe 57 de son rapport sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 1996-1997 (A/53/122), d'inclure dans son nouveau rapport des éléments d'information probants sur l'incidence que la réforme de l'Organisation et la restructuration du Secrétariat avaient eue sur l'exécution des programmes au cours de l'exercice 1998-1999.

Dans sa résolution 54/236, l'Assemblée générale a souscrit notamment aux conclusions et recommandations du Comité portant sur la planification des programmes, y compris la demande adressée par le Comité au Secrétariat pour que, dans les rapports futurs sur l'exécution du programme, il veille à ce que les propositions concernant l'élimination de produits soient clairement justifiées sur la base de critères précis.

Dans cette même résolution, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Comité tendant à ce que le Secrétaire général soit prié de continuer d'examiner les moyens qui permettraient de s'assurer de l'exécution intégrale des mandats et de mieux évaluer l'exécution des programmes, conformément à la résolution 53/207, compte tenu des Règlement et règles de l'Organisation régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, ainsi que des procédures budgétaires, et en prenant dûment en considération les avis des États Membres, et de faire rapport sur la question à sa quarantième session.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1998/1999 (A/55/_)

Rapport du Secrétaire général sur la façon de garantir une exécution intégrale et de qualité des programmes prévus et sur les moyens de mieux évaluer cette exécution (A/54/16, par. 30, et résolutions 53/207, sect. V, par. 18, et 54/236 de l'Assemblée générale) (A/55/_)

b) Projet de plan à moyen terme pour la période 2002-2005

En application des articles 4.1 et 4.7 des Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, le Secrétaire général propose un plan à moyen terme couvrant une période de quatre années, qui est présenté à l'Assemblée générale un an avant la présentation du projet de budget-programme couvrant le premier exercice biennal inclus dans la période du plan.

En application de l'article 4.8, les programmes et sous-programmes du projet de plan à moyen terme sont examinés par les organes intergouvernementaux sectoriels, techniques et régionaux qui sont compétents à cet égard, si possible lors de leurs sessions ordinaires, avant d'être examinés par le Comité, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale. Le Comité du programme et de la coordination et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires examinent le projet de plan à moyen terme conformément à leurs mandats respectifs.

Le Comité sera saisi du projet de plan à moyen terme pour la période 2002-2005. On se souviendra à cet égard qu'à la section II de la résolution 51/219, l'Assemblée générale avait notamment décidé d'approuver la structure des programmes du plan à moyen terme pour la période 1998-2001, sous réserve des dispositions de sa résolution, et d'examiner de manière approfondie la structure du plan à moyen terme à sa cinquante-cinquième session, par l'intermédiaire du Comité.

Au paragraphe 100 de sa résolution 54/249, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à envisager d'établir, sous réserve qu'elle l'approuve à sa cinquante-

cinquième session, un nouveau sous-programme relatif à l'Afrique dans le cadre du chapitre 11A (Commerce et développement), en procédant à un redéploiement et en se fondant sur les propositions que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pourrait souhaiter présenter, à sa dixième session, par l'intermédiaire du Comité, dans le cadre du projet de plan à moyen terme.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur le projet de plan à moyen terme pour la période 2002-2005 (sous forme de fascicule) (A/55/_)

c) Esquisse du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003

L'annexe I de la résolution 41/213 et l'article 3.2 des Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, stipulent que le Secrétaire général doit présenter une esquisse du budget-programme pour l'exercice biennal suivant, contenant les indications ci-après :

- a) Une estimation préliminaire des ressources à prévoir pour mener à bien le programme d'activité proposé pendant l'exercice biennal;
- b) Les priorités reflétant les orientations générales, par grands secteurs;
- c) La croissance réelle, positive ou négative par rapport au budget précédent;
- d) Le montant du fonds de réserve, exprimé en pourcentage du montant global des ressources.

Dans le cadre de son mandat, le Comité, en sa qualité d'organe subsidiaire de l'Assemblée générale, examine l'esquisse du budget-programme et, par l'intermédiaire de la Cinquième Commission, il présente ses conclusions et recommandations à l'Assemblée générale. L'article 3.2 des Règlement et règles et la résolution 42/211 de l'Assemblée générale disposent que l'esquisse du projet de budget-programme est présentée le 15 août de l'année où il n'est pas établi de budget.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'esquisse du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 (A/55/_)

d) Évaluation

Renforcement du rôle de l'évaluation et une meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale : sujets des évaluations approfondies à venir

L'article 7.2 des Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation stipule que toutes les activités programmées sont évaluées sur une période de durée déterminée. Un programme d'évaluation ainsi qu'un calendrier

pour l'examen des études d'évaluation à l'échelon intergouvernemental sont proposés par le Secrétaire général et approuvés par l'Assemblée générale en même temps que le projet de plan à moyen terme. À cet effet, le Comité sera saisi d'un rapport présenté par le Bureau des services de contrôle interne sur les sujets des évaluations approfondies à venir, dans le cadre du rapport sur le renforcement du rôle de l'évaluation et une meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale.

Conformément à l'article 7.4 des Règlement et règles, le Comité sera saisi du rapport du Secrétaire général sur le renforcement du rôle de l'évaluation et une meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale.

Évaluations approfondies

À sa trente-septième session, le Comité a recommandé à l'Assemblée générale que les sujets ci-après fassent l'objet d'évaluations approfondies, et que les rapports qui seraient établis à l'issue de ces évaluations lui soient présentés à sa quarantième session : 1) Développement mondial : tendances, questions et politiques et questions et politiques sociales et microéconomiques : approches mondiales ainsi que les sous-programmes correspondants dans les commissions régionales (programmes 7.3 et 7.4 du plan à moyen terme); et 2) La promotion de la femme.

Examen triennal

À sa quarantième session, le Comité entreprendra un examen triennal de l'application des recommandations formulées par lui à sa trente-septième session sur les évaluations du programme de statistique et du Département des affaires humanitaires.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur le renforcement du rôle de l'évaluation et une meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (A/55/___)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie du développement mondial : tendances, questions et politiques et les questions et politiques sociales et microéconomiques : approches mondiales, ainsi que les sous-programmes correspondants dans les commissions régionales (programmes 7.3 et 7.4 du plan à moyen terme) (E/AC.51/2000/2)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie de la promotion de la femme (E/AC.51/2000/3)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-septième session sur l'évaluation du programme de statistique (E/AC.51/2000/4)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-septième session sur l'évaluation du Département des affaires humanitaires (E/AC.51/2000/5)

4. Questions de coordination

a) Rapport du Comité administratif de coordination

Conformément à la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social, le Comité sera saisi du rapport général annuel du Comité administratif de coordination (CAC) pour 1999.

À sa trente-neuvième session, le Comité a pris note du rapport d'ensemble annuel du CAC, qui était plus satisfaisant que les rapports des années précédentes. Il a néanmoins recommandé de continuer à améliorer le rapport, d'y inclure davantage d'informations sur les niveaux de l'aide, et de donner des informations détaillées sur la suite donnée aux décisions du CAC.

Le Comité a souhaité être informé en détail de la manière dont le système appliquait les décisions émanant du Conseil économique et social, ainsi que des décisions qu'il n'avait pas été possible d'appliquer et des raisons de cet état de choses.

Le Comité a aussi indiqué qu'il importait que le CAC continue à s'occuper de la question de la mondialisation et à suivre l'impact de la crise financière et les autres répercussions négatives de la mondialisation.

Le Comité a aussi recommandé que le CAC continue d'accorder la priorité au suivi des résultats des conférences et sommets des Nations Unies et il a indiqué qu'il faudrait disposer de ressources suffisantes pour financer les activités consécutives.

En ce qui concerne les répercussions des sanctions sur les États tiers, le Comité a vivement insisté sur la nécessité de passer à l'action et de fournir l'assistance nécessaire aux pays touchés. En même temps, il a noté qu'il devait être tenu informé de toute activité et tout progrès dans ce domaine.

Le Comité a demandé à être périodiquement informé des résultats des réunions du CAC.

Le Comité a également demandé que le prochain rapport du CAC contienne une partie concernant l'application des observations et recommandations faites par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/52/7/Rev.1, chap. II.A, par. IV.4).

L'Assemblée générale, par sa résolution 54/236, a souscrit aux conclusions et recommandations susmentionnées du Comité.

Le Conseil économique et social, par sa résolution 1999/66, a notamment pris note avec satisfaction du rapport du Corps commun d'inspection sur l'examen du Comité administratif de coordination et de ses mécanismes (A/54/288), ainsi que des observations formulées à son sujet par le Secrétaire général et par le CAC (A/54/288/Add.1); a invité le CAC à porter une attention particulière, dans son rapport d'ensemble annuel pour 1999, aux progrès réalisés vers une gestion coordonnée de l'information à l'échelle du système, y compris au rôle et à la contribution de son Comité de coordination des systèmes d'information, conformément à la recomman-

dation B1 figurant dans le rapport du Corps commun d'inspection. Il a aussi invité le CAC à continuer de faire rapport sur ses discussions au sujet des recommandations du Corps commun d'inspection dans le cadre de ses propres rapports sur son fonctionnement et ses méthodes de travail.

Documentation

Rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1999 (E/2000/___)

b) Initiative spéciale des Nations Unies pour l'application du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90

À sa trente-neuvième session, le Comité a pris note du rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'application du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (E/AC.51/1999/6) et s'est félicité de l'amélioration de la qualité du rapport, comparé à celui présenté en 1998. Il a noté avec préoccupation que seul un petit nombre de pays étaient couverts par l'Initiative et a demandé à ce que celle-ci ait une couverture plus large.

Le Comité a pris note de la stratégie novatrice de mobilisation des ressources brièvement décrite lors de la réunion organisée en octobre 1998 par la Banque mondiale et le secrétariat de l'Initiative spéciale et figurant dans un rapport des Coprésidents du Comité directeur du CAC sur l'Initiative spéciale et demandé à ce qu'une stratégie de mobilisation des ressources et un plan d'action concret lui soient présentés pour examen à sa quarantième session.

Tout en se félicitant de l'accent mis sur l'amélioration de la compétitivité de l'Afrique dans le domaine prioritaire des échanges, le Comité a demandé à ce que des mesures soient également prises pour faciliter l'accès aux marchés et à ce qu'elles soient mentionnées dans le prochain rapport d'activité.

Le Comité a pris note de la matrice préparée par le Secrétariat pour donner suite à ses recommandations et a demandé à ce qu'elle soit complétée par une quatrième colonne décrivant les mesures adoptées et lui soit présentée avec les prochains rapports intérimaires.

Comme prévu à sa trente-neuvième session (A/54/16, par. 596), le Comité sera saisi d'un rapport intérimaire sur l'Initiative spéciale présentant notamment les mesures prises en application de ses propres recommandations (ibid., par. 587 à 594). L'Assemblée générale a souscrit à ces recommandations dans sa résolution 54/236.

Dans sa résolution 54/236, l'Assemblée générale a aussi noté qu'elle n'avait pas adopté les propositions concernant les indicateurs de résultats demandées par le Comité et figurant dans le rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale.

Documentation

Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'application du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (E/AC.51/2000/6)

c) Projet de plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 2002-2005

À sa trente-huitième session, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001 (E/CN.6/1998/3), ainsi que la note du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du plan à moyen terme révisé à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001 (E/1998/10) et, dans l'exercice de son mandat, est convenu d'examiner en l'an 2000 le projet de plan à moyen terme pour la période 2002-2005. L'attention du Comité est appelée sur la résolution 1999/16 du Conseil économique et social qui invitait le Secrétaire général, agissant en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination, à formuler le plan portant sur la période 2002-2005 en deux phases, la première phase étant consacrée à une évaluation des activités entreprises par les organismes des Nations Unies, et les obstacles rencontrés et les enseignements tirés à l'occasion de l'application du plan actuel et dans le cadre du processus d'application à l'échelle du système, et la seconde phase portant sur la formulation d'un nouveau plan qui tienne compte de la place croissante accordée aux mesures à prendre et à l'exécution.

Le Conseil a également décidé que l'évaluation devrait lui être présentée par l'intermédiaire de la Commission de la condition de la femme en 2000 et que le nouveau plan portant sur la période 2002-2005 devrait lui être consacré par l'intermédiaire de la Commission en 2001.

L'attention du Comité est appelée sur le rapport du Secrétaire général sur l'évaluation du plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001 (E/CN.6/2000/3).

Documentation

Note du Secrétaire général sur le plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 2002-2005 (E/AC.51/2000/7)

5. Rapports du Corps commun d'inspection

Au titre de ce point, le Comité examinera le(s) rapport(s) du Corps commun d'inspection qu'il choisira à sa session d'organisation d'avril 2000.

L'attention du Comité est appelée sur la résolution 42/218 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée priait tous les organismes des Nations Unies d'examiner attentivement les rapports du Corps commun d'inspection qui relèvent de leurs domaines de compétence respectifs et de présenter, selon qu'il convient, leurs observations sur les recommandations qui y figurent. L'attention du Comité est aussi appelée sur la résolution 45/237 de l'Assemblée.

Dans sa résolution 48/221, l'Assemblée a invité le Corps commun d'inspection, dans ses programmes de travail futurs, à privilégier les activités d'inspection et d'évaluation en vue d'assurer l'utilisation optimale des fonds et de renforcer ainsi l'efficacité du fonctionnement administratif et financier des organismes des Nations Unies et l'a prié d'inclure, le cas échéant, dans ses rapports des informations sur le

coût estimatif de l'application des recommandations qui y figurent, ou sur les économies qui pourraient en résulter.

Toujours dans la résolution 48/221, l'Assemblée a engagé le Corps commun à suivre l'application de ses recommandations et à faire régulièrement figurer des informations à ce sujet dans ses rapports annuels, l'a invité à maintenir des liens étroits avec le Comité du programme et de la coordination, la Commission de la fonction publique internationale, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le Comité des commissaires aux comptes, le Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes et les organismes et organes des Nations Unies, en vue de renforcer la coordination de leurs activités respectives dans un souci de rentabilité, de façon que la gestion de l'ONU et des autres organisations participantes devienne à la fois plus efficace, plus responsable et plus transparente, et a prié les chefs de secrétariat des organisations participantes de redoubler d'efforts pour présenter en temps utile des observations détaillées sur les rapports du Corps commun d'inspection et de veiller à ce que ces rapports soient examinés par leurs organes directeurs.

En outre, à l'alinéa e) iii) du paragraphe 5 de sa résolution 48/218 B, par laquelle elle a créé le Bureau des services de contrôle interne, l'Assemblée générale a décidé que le texte de tous les rapports finals du Bureau et les observations du Secrétaire général y ayant trait serait communiqué au Comité des commissaires aux comptes et au Corps commun d'inspection, qui lui présenteraient, le cas échéant, leurs propres observations.

Dans sa résolution 50/233, l'Assemblée générale a prié le Corps commun d'inspection de continuer à axer ses rapports sur les grandes questions prioritaires et de recenser les problèmes concrets de gestion, d'administration et de programmation au sujet desquels il pourrait formuler, à l'intention de l'Assemblée générale et d'autres organes délibérants des organisations participantes, des recommandations réalistes et pragmatiques portant sur des points précis et l'a prié de publier ses rapports bien avant les sessions des organes délibérants des organisations participantes pour que ces derniers puissent les examiner en détail et en tirer parti.

Dans sa résolution 54/16, l'Assemblée générale a invité le Corps commun, lorsqu'il établit son programme de travail annuel, à donner la priorité aux rapports demandés par les organisations participantes; a approuvé le système de suivi des rapports du Corps commun (voir A/52/34, annexe I) et a invité ce dernier à signaler dans ses rapports annuels les recommandations approuvées qui n'avaient pas été appliquées.

6. Rationalisation des méthodes de travail et des procédures du Comité du programme et de la coordination dans le cadre de son mandat

À sa trente-neuvième session, le Comité a examiné le point intitulé « Amélioration des méthodes de travail et des procédures du Comité du programme et de la coordination dans le cadre de son mandat » et passé en revue l'application des conclusions et recommandations dont il était convenu sur cette question à sa trente-huitième session.

Le Comité a affirmé que les États membres, les observateurs et le Secrétariat partageaient ensemble la responsabilité de l'amélioration des méthodes de travail et des procédures du Comité du programme et de la coordination dans le cadre de son mandat. Il a souligné que le Secrétariat devrait soumettre la documentation nécessaire à temps, conformément à la règle des six semaines et aux dispositions adoptées

par l'Assemblée générale dans ses résolutions 52/214 B et 53/208 B, et souligné que le Secrétariat devait accorder une plus grande attention à la teneur des documents comme à la qualité de la traduction. Le Comité a convenu que les passages rendant compte des débats n'étaient pas le résultat d'un consensus et qu'il faudrait par conséquent éviter d'engager des négociations à ce sujet et insisté sur le fait que le Secrétariat ne devrait prendre aucune mesure au sujet de questions traitées dans cette partie et qu'aucune mesure ne devrait être prise au sujet de recommandations n'ayant pas été approuvées par le Conseil économique et social et/ou l'Assemblée générale. Le Comité a aussi estimé qu'une attention plus approfondie devrait être portée à ses fonctions de coordination, en sa qualité de principal organe subsidiaire du Conseil économique et social, et décidé de continuer à appliquer les recommandations figurant aux paragraphes 363 à 369 de son rapport (A/53/16) et de poursuivre l'examen de la question à sa quarantième session.

7. Ordre du jour provisoire de la quarante et unième session du Comité

Conformément au paragraphe 3 de la résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social, le Comité serait saisi d'un projet d'ordre du jour provisoire pour sa quarante et unième session, indiquant, à propos de chaque question, les documents qui seraient soumis et la décision de l'organe délibérant qui a autorisé leur préparation, afin de permettre au Comité d'examiner ces documents du point de vue de la contribution qu'ils apportent à ses travaux, ainsi que de l'urgence et de la pertinence qu'ils présentent eu égard à la situation existante.

Documentation

Note du Secrétariat sur l'ordre du jour provisoire et la documentation de la quarante et unième session du Comité (E/AC.51/2000/L.5)

8. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa quarantième session

Le rapport du Comité sur les travaux de sa quarantième session sera présenté au Conseil économique et social à sa session de fond de 2000 et à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session.

Annexe

Composition du Comité du programme et de la coordination en 2000

<i>Pays</i>	<i>Mandat expirant le 31 d/cembre</i>
Allemagne	2002
Argentine	2002
Bahamas	2000
Bénin	2001
Cameroun	2002
Chine	2001
Comores	2001
Cuba	2002
Égypte	2001
États-Unis d'Amérique	2000
Fédération de Russie	2000
France	2000
Gabon	2002
Indonésie	2002
Iran (République islamique d')	2002
Italie	2002
Japon	2001
Mauritanie	2002
Mexique	2000
Ouganda	2000
Pakistan	2002
Pérou	2002
Pologne	2002
Portugal	2002
République de Corée	2001
République de Moldova	2002
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2002
Saint-Marin	2002
Ukraine	2002
Uruguay	2001
Zambie	2000
Zimbabwe	2002